

Contrats publics

Liens avec la Demanderesse
(Personne physique de niveau 2 ou 3
et Prêteur personne physique)

Le présent formulaire doit être rempli par toute personne physique ayant un lien avec la Demanderesse (**Niveau 2**) ou l'un(e) de ses actionnaires¹ (**Niveau 3**), dans le cadre de sa demande d'autorisation/de renouvellement de contracter/sous-contracter avec un organisme public (la « **Demande** »).

Pour une interprétation des notions de « dirigeant(e) », d'« administrateur(rice) » et d'« associé(e) », veuillez vous référer au *Guide à l'intention des entreprises*, accessible sur le site Web de l'Autorité des marchés publics (AMP), au www.amp.quebec.

Veillez remplir un formulaire pour chaque personne physique.

Partie 1 – Information générale

1.1 Autre information

Nom de la Demanderesse

1.2 Information sur la personne physique

Monsieur

Madame

Nom(s) et prénom(s)

(Doit être **identique** à celui sur la pièce d'identité fournie.)

Date de naissance

(jj/mm/aaaa)

Description des fonctions (non requis pour les prêteurs) :

¹ Dans le présent formulaire, le terme « actionnaire de la Demanderesse » réfère à tout type d'Entité ayant le contrôle de cette dernière.

Contrats publics

Liens avec la Demanderesse
(Personne physique de niveau 2 ou 3
et Prêteur personne physique)

Partie 2 – Liens avec la Demanderesse ou l'un(e) de ses actionnaires

Veuillez indiquer tous les liens que la personne physique a avec la Demanderesse (Niveau 2 – N2) ou avec l'un(e) de ses trois principaux actionnaires (Niveau 3 – N3) (**cochez tous ceux qui s'appliquent**) :

Important : Pour toute fonction en lien avec un(e) actionnaire de la Demanderesse (N3), inscrire le nom de l'actionnaire.

Nom de l'actionnaire (Entité) de la Demanderesse

Actionnaire (personne physique) ayant le contrôle :

De la Demanderesse (N2)

Description du contrôle (nombre d'actions, pourcentage du droit de vote, valeur de la part sociale, etc.) :

D'un(e) actionnaire de la Demanderesse (N3)

Description du contrôle (nombre d'actions, pourcentage du droit de vote, valeur de la part sociale, etc.) :

Administrateur(rice) ayant le contrôle :

De la Demanderesse (N2)

D'un(e) actionnaire de la Demanderesse (N3)

Associé(e) (personne physique) ayant le contrôle :

De la Demanderesse (N2)

D'un(e) actionnaire de la Demanderesse (N3)

Contrats publics

Liens avec la Demanderesse
(Personne physique de niveau 2 ou 3
et Prêteur personne physique)

Dirigeant(e) ayant le contrôle :

De la Demanderesse (N2)

D'un(e) actionnaire de la Demanderesse (N3)

Personne physique exploitant l'entreprise :

Demanderesse (N2)

Actionnaire de la Demanderesse (N3)

Autre personne physique ayant le contrôle :

De la Demanderesse (N2)

Description du contrôle (nombre d'actions, pourcentage du droit de vote, valeur de la part sociale, etc.) :

D'un(e) actionnaire de la Demanderesse (N3)

Description du contrôle (nombre d'actions, pourcentage du droit de vote, valeur de la part sociale, etc.) :

Prêteur de la Demanderesse (N2)²

Montant du prêt :

Nature du prêt :

Constituant (personne physique) de la fiducie actionnaire de la Demanderesse (N3)

Fiduciaire (personne physique) de la fiducie actionnaire de la Demanderesse (N3)

²Si « Prêteur de la Demanderesse » est le seul lien d'affaire déclaré par la personne physique remplissant le présent formulaire, ne pas remplir la partie 5 – Déclaration.

Contrats publics

Liens avec la Demanderesse
(Personne physique de niveau 2 ou 3
et Prêteur personne physique)

Partie 3 – Coordonnées

Adresse résidentielle

N°

Rue

App.

Ville

Province/État

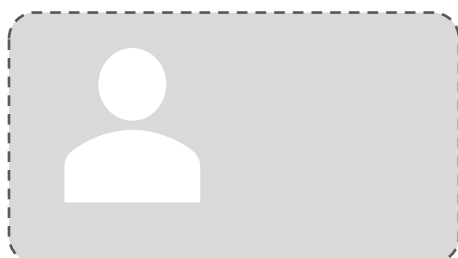
Code postal

Pays

Téléphone personnel

Adresse électronique

Partie 4 – Pièce d'identité



Fournir, **sur une page distincte**, une copie d'une pièce d'identité délivrée par un gouvernement ou l'un de ses ministères ou organismes, sur laquelle sont inscrits le nom et la date de naissance de la personne remplissant la présente Déclaration.

Contrats publics

Liens avec la Demanderesse
(Personne physique de niveau 2 ou 3
et Prêteur personne physique)

Partie 5 – Déclaration

Si le seul lien divulgué est « Prêteur de la Demanderesse », passez à la partie 6.

Veuillez répondre aux questions suivantes.

Note : Même si vous avez obtenu un pardon, vous devez quand même répondre « oui » à la question demandée.

1. Au cours des cinq dernières années, avez-vous été poursuivi(e) ou déclaré(e) coupable d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP)? Oui ³ Non

Les questions 2 et 3 s'adressent uniquement aux personnes ayant divulgué au moins un lien de type N2.

2. Au cours des cinq dernières années, avez-vous été poursuivi(e) ou déclaré(e) coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de vos affaires? Oui ³ Non
3. a) Au cours des cinq dernières années, avez-vous été actionnaire, administrateur(rice), associé(e) ou dirigeant(e) d'une autre entreprise, ou avez-vous eu directement ou indirectement le contrôle juridique ou *de facto* d'une autre entreprise? Oui Non
- b) Si oui, au cours des cinq dernières années, ces entreprises ont-elles été poursuivies ou déclarées coupables d'une infraction prévue à l'annexe I de la LCOP? Oui ⁴ Non

4. Existe-t-il une information que vous aimeriez transmettre et qui serait susceptible d'intéresser l'AMP pour la présente Demande? Si oui, veuillez fournir des détails ci-dessous : Oui Non

Nom de la personne physique

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

³ Si oui, veuillez remplir et joindre à la présente Déclaration le formulaire « Information sur les infractions ».

⁴ Si oui, veuillez remplir et joindre à la présente Déclaration le formulaire « Information sur les autres entreprises contrôlées ».

Contrats publics

Liens avec la Demanderesse
(Personne physique de niveau 2 ou 3
et Prêteur personne physique)

Partie 6 – Collecte et utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels contenus dans le présent formulaire, ainsi que ceux fournis par la Demanderesse, sont recueillis au nom de l'AMP en vertu de la LCOP et de ses règlements et sont confidentiels aux termes de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1). Les renseignements recueillis sont nécessaires à l'application de la LCOP et de ses règlements. Ils seront utilisés afin que soient effectuées les vérifications prévues au chapitre V.1 de la LCOP avant d'accorder l'autorisation demandée ainsi qu'en tout temps pendant la durée de validité de l'autorisation.

Il est obligatoire de remplir entièrement le formulaire et d'y inscrire les renseignements demandés. Si la demande est incomplète ou que le signataire refuse de fournir les renseignements demandés, la Demande d'autorisation pourrait être rejetée par l'AMP.

Au sein de l'AMP, seul(e)s les membres autorisé(e)s du personnel peuvent avoir accès à ces renseignements personnels dans l'exercice de leurs fonctions. La personne concernée par un renseignement personnel détenu par l'AMP peut y avoir accès et le faire rectifier conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Partie 7 – Signature

Je déclare avoir lu et compris les questions ou les énoncés du présent formulaire.

Je déclare que tous les renseignements présentés dans le présent formulaire sont véridiques et complets.

Je reconnais que l'AMP transmet au commissaire associé aux vérifications nommé conformément à l'article 8 de la *Loi concernant la lutte contre la corruption* (chapitre L-6.1) les renseignements obtenus afin que celui-ci effectue les vérifications qu'il juge nécessaires pour donner à l'AMP un avis à l'égard de l'entreprise visée par la Demande, le tout en application de la LCOP.

Je consens à ce que l'AMP communique à l'entreprise ou à son (sa) répondant(e), dans le cadre de la Demande, la recommandation et le motif au soutien de celle-ci, le cas échéant, du commissaire associé aux vérifications précédemment mentionné.

Je comprends qu'en vertu de l'article 27.13 de la LCOP, quiconque aide une personne à faire une Déclaration fautive ou trompeuse à l'AMP dans le but que la Demanderesse obtienne, renouvelle ou conserve une autorisation commet une infraction et est passible d'une amende.

Nom de la personne physique

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

Contrats publics

Liens avec la Demanderesse
(Personne physique de niveau 2 ou 3
et Prêteur personne physique)

Partie 8 – Consentement additionnel

Lorsque la personne physique de niveau 2 n'a pas son domicile au Québec, le consentement suivant est demandé :

Je consens à ce que l'AMP et le commissaire associé aux vérifications communiquent les renseignements transmis à tout corps de police local ou source locale d'information, ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du Règlement, et reçoive tout renseignement nécessaire à ces vérifications. La localité de l'entreprise et des personnes visées est la province ou le territoire canadien ou l'État où l'entreprise exerce principalement ses activités ou, dans le cas d'une personne physique, son domicile.

Nom de la personne physique de niveau 2

Signature

Date (jj/mm/aaaa)